

EXÉCUTIFS — EXECUTIEVEN

REGION WALLONNE

F. 85 — 585

25 MARS 1985. — Arrêté ministériel
réglementant la détention, le transport et la capture d'oiseaux de proie en vue de la chasse au vol, en Région wallonne

Lé Ministre des Technologies nouvelles et des P.M.E., de l'Aménagement du Territoire et de la Forêt,

Vu la loi du 28 février 1882 sur la chasse et notamment l'article 31;
Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles et notamment l'article 6, § 1er, III, 5^e;

Vu la directive 79/409/C.E.E. du Conseil des Communautés européennes du 2 avril 1979 concernant la conservation des oiseaux sauvages et notamment l'article 9, point 1, c;

Vu l'arrêté royal du 20 juillet 1972 relatif à la protection des oiseaux et notamment l'article 9;

Vu l'arrêté de l'Exécutif du 27 janvier 1982 portant règlement de fonctionnement de l'Exécutif régional wallon, notamment l'article 8;

Vu l'arrêté de l'Exécutif du 12 mars 1982 fixant la répartition des compétences entre les Ministres, membres de l'Exécutif régional wallon, modifié par les arrêtés de l'Exécutif du 17 novembre 1982 et des 10 et 28 juin 1983;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat coordonnées par l'arrêté royal du 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1er, modifié par l'article 18 de la loi ordinaire du 9 août 1980 de réformes institutionnelles;

Considérant la nécessité de réglementer la détention, le transport et la capture d'oiseaux de proie destinés à la pratique de la chasse au vol, avant la prochaine période de nidification;

Vu l'urgence,

Arrête :

Article 1er. Dans le présent arrêté, il y a lieu de comprendre par :

— le Ministre : le Ministre de la Région wallonne qui a la chasse dans ses attributions;

— la chasse au vol : l'art de capturer à l'aide d'un oiseau de proie dressé à cet effet, un animal classé comme gibier, dans son milieu naturel;

— l'élevage : l'élevage en petites quantités et dans des conditions strictement contrôlées, d'oiseaux de proie destinés à la chasse au vol;

— le service compétent : le Service des Forêts, de la Chasse et de la Pêche.

CHAPITRE Ier. — Principes généraux

Art. 2. En vue de la chasse au vol et de l'élevage, le Service compétent peut autoriser la détention et le transport ainsi que la capture par désairage et en petites quantités d'oiseaux de proie traditionnellement utilisés pour la chasse au vol.

Art. 3. § 1er. Des oiseaux de proie destinés à la chasse au vol et à l'élevage, ne peuvent être détenus que s'ils sont porteurs d'une bague qui les identifie et qui après placement, ne peut être ouverte sans être rendue inutilisable.

Seuls les groupements agréés par le Ministre peuvent procéder au baguage prévu aux articles 12 et 13 du présent arrêté.

§ 2. Pour être agréés, les groupements de fauconniers doivent satisfaire aux conditions suivantes :

- posséder la personnalité juridique;
- avoir la chasse au vol comme principal objet statutaire;
- regrouper au moins 10 personnes domiciliées en Région wallonne et qui sont susceptibles de pratiquer la chasse au vol;
- déployer une activité réelle en Région wallonne.

CHAPITRE II. — La licence

Art. 4. Ne peuvent détenir des oiseaux de proie en vue de la chasse au vol que les personnes possédant une licence pour la chasse au vol.

Cette licence, valable pour une période de cinq ans et qui peut être renouvelée, est délivrée par le Service compétent sur demande introduite par un groupement agréé.

Cette licence est constituée par un document, numéroté, daté et revêtu de la signature de deux fonctionnaires de rang 1, faisant partie du Service compétent.

Art. 5. Les candidats à la licence doivent satisfaire aux conditions suivantes :

- être membre d'un groupement agréé;
- n'avoir fait depuis moins de 5 ans l'objet d'aucune condamnation pour maraudage ou délit de chasse;
- être domicilié en Belgique;
- avoir atteint l'âge de 18 ans accomplis au moment de l'introduction de la demande;
- avoir apporté la preuve écrite de la détention, en Région wallonne, du droit de chasse au vol sur un territoire d'un seul tenant d'au moins 25 ha au nord et à l'ouest du sillon Sambre et Meuse et d'au moins 50 ha au sud de ce sillon.

L'application de cette disposition se fera dans le cadre de celle prévue au § 1er de l'article 2bis de la loi du 28 février 1882 sur la chasse;

— être détenteur d'un certificat de réussite de l'examen dont les conditions sont déterminées au chapitre suivant.

Art. 6. Toute condamnation pour maraudage ou délit de chasse, entraîne de plein droit la suppression de la licence.

L'oiseau éventuellement détenu par le contrevenant doit être remis au président du groupement agréé qui le confiera à un autre membre détenteur d'une licence.

CHAPITRE III. — L'examen

Art. 7. L'examen est organisé au fur et à mesure des besoins, et au maximum à raison d'une session par an, par les groupements agréés, sous contrôle du Service compétent et à la date fixée par lui.

Art. 8. § 1er. L'examen est constitué par une épreuve écrite, comportant au total trente questions à réponses multiples dont une seule exacte, et relatives aux matières suivantes, à raison de 10 questions par branche :

- branche I. Biologie des oiseaux de proie;
- branche II. Biologie des animaux classés comme petit gibier;
- branche III. Législation se rapportant aux matières des branches I et II.

§ 2. Le Service compétent établit et détient seul, à l'exclusion de toute autre autorité, la liste des trente questions relatives aux matières reprises au paragraphe précédent; il assemble et détient les cahiers d'examen qui sont fournis par lui, le jour même de l'examen.

§ 3. Le Service compétent corrige les cahiers d'examen qui restent anonymes jusqu'au dépouillement.

Pour cette correction une bonne réponse équivaut à plus un point, une mauvaise réponse à moins un point, l'absence de réponse n'est pas comptabilisée.

Art. 9. Après correction et avant dépouillement, les cahiers d'examen sont soumis au contrôle d'une commission d'examen qui peut délibérer au sujet des cas litigieux.

Cette commission est composée de cinq membres désignés par le Ministre, pour un terme de cinq ans. Elle comprend deux fonctionnaires du Service compétent, deux représentants des groupements agréés et un représentant des milieux scientifiques.

Les fonctions de président et de secrétaire de cette commission sont exercées d'office par les fonctionnaires du Service compétent.

Art. 10. § 1er. Le certificat de réussite de l'examen est numéroté, daté, et signé par deux fonctionnaires de rang 1, faisant partie du Service compétent.

§ 2. Le certificat de réussite de l'examen cesse d'être valable lorsque le titulaire ne fait plus partie d'un groupement agréé.

Art. 11. Les personnes habitant la Région wallonne qui, lors de l'entrée en vigueur du présent arrêté, seront détentrices d'une autorisation officielle en vue de la chasse au vol, sont dispensées de l'examen pour autant qu'elles fassent partie d'un groupement agréé.

CHAPITRE IV. — *L'approvisionnement*

Art. 12. Sous réserve des dispositions reprises ci-après, les oiseaux de proie destinés à l'exercice de la chasse au vol peuvent provenir :

- de la reproduction en captivité;
- de l'importation;
- de la capture par désairage.

a) *Reproduction en captivité :*

L'élevage ne peut être pratiqué que par des éleveurs membres de groupements agréés et reconnus par le Service compétent, pour une période de cinq ans éventuellement renouvelable.

Pour être reconnus, il appartient aux candidats éleveurs de fournir la preuve de leurs connaissances techniques ainsi que l'existence d'installations suffisantes.

Les jeunes issus de la reproduction en captivité seront munis d'une bague fermée inamovible qui les individualisera, au plus tard le treizième jour de leur naissance. En aucun cas, ils ne pourront être mis en liberté.

Le Service compétent peut délivrer des attestations prouvant que les jeunes sont effectivement issus de la reproduction en captivité.

L'éleveur doit signaler, dans les huit jours, au Service compétent, la naissance, la mort, la perte et la cession des jeunes nés dans son élevage.

L'éleveur doit en tout temps donner libre accès au Service compétent pour la vérification de ses installations d'élevage et lui faciliter le contrôle.

b) *Importation :*

Le détenteur d'une licence pour la chasse au vol peut utiliser des oiseaux de proie importés à condition que ces oiseaux satisfassent aux conditions imposées par l'arrêté royal du 20 décembre 1983 relatif à l'application de la Convention sur le Commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction.

Toute importation est signalée dans les huit jours au Service compétent en mentionnant le numéro de la bague, l'origine de l'oiseau ainsi que l'identité de l'acquéreur.

c) *Capture par désairage :*

Le Service compétent peut autoriser les groupements agréés à procéder à la capture par désairage d'autours des palombes (*Accipiter gentilis*) et déperviers (*Accipiter nisus*), à l'exclusion de toute autre espèce.

La demande d'autorisation de désairage doit mentionner :

- le nombre de spécimens;
- le secteur où la capture sera effectuée;
- l'identité des personnes auxquelles les oiseaux seront destinés.

Il ne peut être autorisé annuellement que la capture d'un maximum de cinq oiseaux de chacune des espèces reprises ci-dessus pour l'ensemble de la Région wallonne.

De plus, le désairage ne peut être effectué qu'à raison d'un jeune par aire et pour autant que celle-ci en contienne au moins deux.

Dans les propriétés non soumises au régime forestier, le désairage ne peut avoir lieu que moyennant l'autorisation préalable et écrite du propriétaire ou de son ayant droit.

Dans tous les cas, le désairage doit se faire en présence de l'ingénieur des eaux et forêts du ressort ou de son délégué.

Les oiseaux capturés sont munis au moment du désairage d'une bague qui les individualise et qui, après placement, ne peut être ouverte sans la rendre inutilisable.

L'ingénieur des eaux et forêts, ou son délégué, dresse un procès-verbal de capture et de baguage.

Art. 13. Les groupements agréés sont détenteurs des bagues et doivent tenir un registre comportant :

- le nom scientifique et français de l'oiseau;
- le sexe;
- le numéro de la bague;
- le mode d'acquisition et l'origine;
- le nom et l'adresse du détenteur habituel;
- le nom des cessionnaires successifs et la date de cession;
- la date de la perte, de la mort ou de l'incapacité de voler de l'oiseau.

Ce registre consiste en un cahier relié dont les pages auront été préalablement numérotées et qui est détenu auprès du secrétariat du groupement agréé.

Ce registre devra être exhibé à toute demande d'un agent chargé de l'application de la loi sur la chasse ou de ses arrêtés d'application.

De plus, une copie de ce registre sera adressée chaque année, au cours du mois d'août, par le secrétariat du groupement agréé au Service compétent.

CHAPITRE V. — *Les autorisations temporaires pour personnes n'habitant pas la Région wallonne*

Art. 14. Le Service compétent pourra accorder des autorisations temporaires de transport et de détention pour la chasse au vol ou pour l'élevage d'oiseaux de proie, à des personnes n'habitant pas la Région wallonne pour autant que leur demande soit introduite par un groupement agréé de la Région wallonne.

La validité de ces autorisations temporaires ne dépassera pas trois mois. Elles pourront néanmoins être renouvelées.

CHAPITRE VI. — *Dispositions finales*

Art. 15. Le présent arrêté entre en vigueur soixante jours après sa publication au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 25 mars 1985.

Le Ministre des Technologies nouvelles et des P.M.E., de l'Aménagement du Territoire et de la Forêt,

M. WATHELET

ÜBERSETZUNG

WALLONISCHE REGION

25. MÄRZ 1985. — Ministerialerlass

über die Reglementierung der Haltung, des Transports und des Fangs von Greifvögeln zur Ausübung der Beizjagd in der Wallonischen Region

Aufgrund des Gesetzes vom 28. Februar 1882 über die Jagd, insbesondere des Artikels 31;

Aufgrund des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen, insbesondere des Artikels 6, § 1, III, Punkt 5;

Aufgrund der Direktive 79/409/E.W.G. des Rates der Europäischen Gemeinschaften vom 2. April 1979 über den Vogelschutz, insbesondere des Artikels 9;

Aufgrund des Erlasses der Exekutive vom 27. Januar 1982 zur Regelung der Arbeitsweise der Wallonischen Regionalexekutive, insbesondere des Artikels 8;

Aufgrund des Erlasses der Exekutive vom 12. März 1982 zur Festlegung der Verteilung der Zuständigkeiten unter die Minister, Mitglieder der Exekutive, abgeändert durch die Erlasse der Exekutive vom 17. November 1982 und vom 10. und 28. Juni 1983;

Aufgrund der durch den Königlichen Erlass vom 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat, insbesondere des Artikels 3, § 1, abgeändert durch Artikel 18 des ordentlichen Gesetzes vom 9. August 1980 zur Reform der Institutionen;

In Erwägung der Notwendigkeit, die Haltung, den Transport und den Fang von Greifvögeln, die zur Ausübung der Beizjagd bestimmt sind, vor Beginn der nächsten Horstzeit zu reglementieren;

Aufgrund der Dringlichkeit;

Beschliesst der Minister der Neuen Technologien und der K.M.B., der Raumordnung und des Forstwesens,

Artikel 1. In diesem Erlass verwendete Begriffe sind folgendermassen zu verstehen:

- der Minister: der Minister der Wallonischen Region, in dessen Amtsbefugnisse die Jagd fällt;
- die Beizjagd: die Kunst, mittels eines hierfür abgerichteten Greifvogels ein als Wild eingestuftes Tier in seinem natürlichen Umfeld zu erbeuten;
- die Züchtung: die mit streng überwachten Auflagen verbundene Aufzucht einer kleinen Anzahl Greifvögel, die zur Ausübung der Beizjagd bestimmt sind;
- die zuständige Behörde: das Amt für Forst-, Jagd- und Fischereiwesen.

KAPITEL I. — Allgemeine Regeln

Art. 2. Die zuständige Behörde kann zu Beiz- und Züchtungszwecken die Haltung, den Transport sowie das Aushorsten von einigen wenigen Nestlingen solcher Greifvögel erlauben, die traditionell für die Beizjagd benutzt werden.

Art. 3. § 1. Zur Beizjagd und zur Züchtung bestimmte Greifvögel dürfen nur gehalten werden, wenn sie mit einem Kennring versehen sind, der sich — einmal angebracht — nur durch Unbrauchbarmachung öffnen lässt.

Die unter den Artikeln 12 und 13 dieses Erlasses vorgesehene Beringung darf nur von den vom Minister zugelassenen Verbänden vorgenommen werden.

§ 2. Falknerverbände, die sich um die Zulassung bewerben, müssen folgenden Voraussetzungen genügen:

- den Status der Juristischen Person besitzen;
- die Beizjagd als Hauptsatzungszweck haben;
- wenigstens 10 Personen umfassen, die ihren Wohnsitz in der Wallonischen Region haben und imstande sind, die Beizjagd auszuüben;
- eine wirkliche Tätigkeit in der Wallonischen Region entfalten.

KAPITEL II. — Die Lizenz

Art. 4. Die Haltung von Greifvögeln zum Zwecke der Beizjagd dürfen nur Personen vornehmen, die eine Lizenz für die Beizjagd besitzen.

Diese Lizenz wird von der zuständigen Behörde auf Antrag eines zugelassenen Verbandes ausgestellt. Sie hat eine Gültigkeitsdauer von fünf Jahren und ist erneuerbar.

Die Ausstellung dieser Lizenz erfolgt in Form einer nummerierten und datierten Urkunde, die mit den Unterschriften von zwei Beamten im Dienstrang 1 der zuständigen Behörde versehen ist.

Art. 5. Der Bewerber um eine Lizenz muss folgenden Voraussetzungen genügen:

- Mitglied eines zugelassenen Verbandes sein;
- im Zeitraum von weniger als fünf Jahren weder für Felddiebstahl noch für Jagdfrevel verurteilt worden sein;
- seinen Wohnsitz in Belgien haben;
- zum Zeitpunkt der Antragstellung das 18. Lebensjahr vollendet haben;
- den schriftlichen Nachweis erbringen, dass er in der Wallonischen Region über ein Gebiet zur Ausübung der Beizjagd verfügt. Nördlich und südlich der Flussrinne Sambre-Maas ist eine zusammenliegende Fläche von 25 ha, und südlich dieser Rinne eine zusammenliegende Fläche von 50 ha, nachzuweisen.

Die Anwendung vorstehender Bestimmung erfolgt nach Massgabe der in § 1 des Artikels 2bis des Jagdgesetzes vom 28. Februar 1882 vorgesehenen Bestimmung.

— ein Befähigungszeugnis vorlegen; die diesbezügliche Prüfungsordnung wird im folgenden Kapitel festgelegt.

Art. 6. Jede Verurteilung wegen Felddiebstahl oder Jagdfrevel hat von Rechts wegen die Aufhebung der Lizenz zur Folge. Ist der Frevler Halter eines Greifvogels, muss dieser dem Vorsitzenden des zugelassenen Verbandes ausgehändigt werden. Der Präsident gibt den Vogel in die Obhut eines anderen lizenzierten Verbandsmitglieds.

KAPITEL III. — Die Prüfung

Art. 7. Die zugelassenen Verbände organisieren die Prüfung im Bedarfsfall und höchstens einmal jährlich. Die Durchführung der Prüfung unterliegt der Kontrolle der zuständigen Behörde, die auch den Prüfungstermin anberaunt.

Art. 8. § 1. Die Prüfung umfasst eine schriftliche Befragung. Es werden insgesamt 30 Fragen mit mehreren vorgegebenen Antworten gestellt, wovon jeweils nur eine richtig ist. Der nachstehend spezifizierte Prüfungsstoff ist in drei Sachgebiete untergliedert. Auf jedes Sachgebiet entfallen 10 Fragen.

- Sachgebiet I. Biologie der Raubvögel;
- Sachgebiet II. Biologie der als Kleinwild eingestuften Tiere;
- Sachgebiet III. Gesetzeskunde in Bezug auf den Prüfungsstoff der Sachgebiete I und II.

§ 2. Die Aufstellung und Aufbewahrung des Fragebogens mit den 30 Fragen über den in im vorgehenden Absatz spezifizierten Prüfungsstoff obliegt allein der zuständigen Behörde, unter Ausschluss jeder anderen Obrigkeit; sie nimmt Zusammenstellung und Aufbewahrung der Prüfungshefte wahr, die von ihr am Prüfungstage ausgeliefert werden.

§ 3. Die zuständige Behörde verbessert die Prüfungshefte. Die Arbeiten bleiben bis zur Auswertung anonym.

Bei der Bewertung der Arbeiten wird für eine richtige Antwort ein Pluspunkt erteilt, für eine falsche Antwort wird ein Minuspunkt in Abzug gebracht. Nicht beantwortete Fragen bleiben für die Bewertung unberücksichtigt.

Art. 9. Nach der Verbesserung und vor der Auswertung werden die Prüfungsarbeiten der Kontrolle einer Prüfungskommission unterbreitet, die über strittige Fälle beraten kann.

Der Kommission gehören fünf Mitglieder an; diese werden vom Minister für einen Zeitraum von fünf Jahren ernannt. Die zuständige Behörde ist durch zwei ihrer Beamte vertreten; die zugelassenen Verbände entsenden zwei, die Wissenschaftler einen Vertreter in den Ausschuss.

Vorsitz und Sekretariat des Ausschusses werden von Amtswegen von den Beamten der zuständigen Behörde wahrgenommen.

Art. 10. § 1. Die Urkunde über die bestandene Prüfung ist nummeriert, datiert, und trägt die Unterschriften von zwei Beamten im Dienstrang 1 der zuständigen Behörde.

§ 2. Die Gültigkeit der Urkunde über die bestandene Prüfung erlischt sobald der Inhaber keinem zugelassenen Verband mehr angehört.

Art. 11. In der Wallonischen Region ansässige Personen, die bei Inkrafttreten dieses Erlasses Inhaber einer amtlichen Beizjagderlaubnis sind, werden unter Voraussetzung der Mitgliedschaft in einem zugelassenen Verband von der Prüfung freigestellt.

KAPITEL IV. — Die Beschaffung

Art. 12. Vorbehaltlich nachstehender Verfügungen können für Beizzwecke bestimmte Greifvögel wie folgt beschafft werden:

- durch Fortpflanzung in der Gefangenhaltung;
- durch Einfuhr;
- durch Aushorsten von Nestlingen.

a) Fortpflanzung in der Gefangenhaltung:

Die Züchtung darf nur von Züchtern ausgeübt werden, die Mitglied eines zugelassenen Verbandes sind, und denen von der zuständigen Behörde eine — gegebenenfalls erneuerbare — Anerkennung für einen Zeitraum von 5 Jahren erteilt wurde.

Zur Erlangung der Anerkennung haben die Bewerber ihre Fachkenntnisse sowie das Vorhandensein ausreichender Anlagen nachzuweisen.

Spätestens am 13. Tag nach dem Schlüpfen sind die aus Fortpflanzung in Gefangenhaltung hervorgegangenen Jungvögel mit einem geschlossenen, nicht abnehmbaren Kennring zu versehen. Die Jungvögel dürfen auf keinen Fall in Freiheit gesetzt werden.

Die zuständige Behörde kann beweiskräftige Bescheinigungen ausstellen, dass die Jungvögel tatsächlich aus der Fortpflanzung in der Gefangenhaltung hervorgegangen sind.

Der Züchter macht der zuständigen Behörde binnen acht Tagen Meldung über die Geburt, das Eingehen, das Abhandenkommen und die Abtretung von Jungvögeln, die in seiner Zucht geboren sind.

Zwecks Überprüfung der Anlagen und Durchführung von Kontrollmassnahmen hat der Züchter der zuständigen Behörde jederzeit ungehinderten Zutritt zu gewährleisten.

b) Einfuhr:

Der Inhaber einer Beizjagdlizenz kann importierte Greifvögel unter der Bedingung benutzen, dass diese Vögel den Bedingungen des Königlichen Erlasses vom 20. Dezember 1983 bezüglich der Anwendung des Abkommens über den internationalen Handel mit vom Aussterben bedrohten Wildtier- und Wildpflanzenarten genügen.

Jegliche Einfuhr ist der zuständigen Behörde binnen acht Tagen unter Angabe der Kennringnummer, der Herkunft des Vogels, sowie der Personalien des Erwerbers zu melden.

c) Das Aushorsten von Nestlingen :

Die zuständige Behörde kann den zugelassenen Verbänden die Erlaubnis erteilen, Habichte (*Accipiter gentilis*) und Sperber (*Accipiter nisus*) auszuhorsten. Für alle anderen Spezies kann keine Erlaubnis zum Aushorsten erteilt werden.

Der Antrag auf Erlaubnis zum Aushorsten muss folgende Angaben enthalten :

- die Anzahl Nestlinge;
- Örtlichkeit, wo das Aushorsten vorgenommen werden soll;
- die Personalien der Personen für die die Vögel bestimmt sind.

Im gesamten Gebiet der Wallonischen Region kann jährlich für jede der hierüber bezeichneten Arten eine Fangerlaubnis für höchstens fünf Vögel erteilt werden.

Überdies darf je Horst nur ein Nestling ausghorstet werden, vorausgesetzt dass wenigstens zwei Junge im Horst sind.

Auf Liegenschaften, die nicht dem Forstregime unterstellt sind, darf das Aushorsten von Nestlingen nur mit vorausgehender, schriftlicher Einwilligung des Eigentümers oder dessen Rechtsnachfolger praktiziert werden.

In jedem Fall muss das Aushorsten von Nestlingen im Beisein des örtlich zuständigen Forstmeisters oder dessen Vertreters stattfinden.

Die eingefangenen Nestlinge werden beim Aushorsten mit einem Kennring versehen, der, einmal angebracht, nur durch Unbrauchbarmachung zu öffnen ist.

Der Forstmeister, oder sein Vertreter, beurkundet den Fang und die Beringung.

Art. 13. Die Kennringe bleiben im Verwahr der zugelassenen Verbände. Diese führen ein Register mit folgenden Angaben :

- die wissenschaftliche und die französische Bezeichnung des Vogels;
- das Geschlecht;
- die Nummer des Kennrings;

Der Minister der Neuen Technologien und der K.M.B., der Raumordnung und des Forstwesens,
M. WATHELET

VERTALING

WAALSE GEWEST

N. 85 — 584

25 MAART 1985. — Ministerieel besluit
tot regeling van het houden, het vervoer en het vangen van roofvogels voor de roofjacht
in het Waalse Gewest

De Minister van de Nieuwe Technologieën en de K.M.O.'s, de Ruimtelijke Ordening en het Bos,

Gelet op de jachtwet van 28 februari 1882, inzonderheid op artikel 31;

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, inzonderheid op artikel 6, § 1, III, 5°;

Gelet op de richtlijn 79/409/E.E.G. van de Raad van Europese Gemeenschappen van 2 april 1979 betreffende de bescherming van wilde vogels inzonderheid op artikel 9, 1, c;

Gelet op het koninklijk besluit van 20 juli 1972 betreffende de bescherming van vogels, inzonderheid op artikel 9;

Gelet op het besluit van de Executieve van 27 januari 1982 houdende regeling van de werking van de Waalse Gewestexecutieve, inzonderheid op artikel 8;

Gelet op het besluit van de Executieve van 12 maart 1982 houdende verdeling van de bevoegdheden onder de Ministers, leden van de Waalse Gewestexecutieve, gewijzigd bij de besluiten van de Executieve van 17 november 1982 en van 10 en 28 juni 1983;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd door het koninklijk besluit van 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij artikel 18 van de gewone wet van 9 augustus 1980 tot hervorming der instellingen;

Overwegende de noodzaak tot regeling van het houden, het vervoer en het vangen van roofvogels, bestemd voor de roofjacht, vóór de aanvang van de volgende periode tijdens dewelke zij hun nest maken;

- Beschaffingsmodus und Herkunft;
- Name und Adresse des gewohnten Halters;
- die Namen der aufeinanderfolgenden Zessionare sowie das Datum der Abtretungen;
- das Datum des Abhandenkommens, des Eingehens oder der Fluguntüchtigkeit des Vogels.

Das Register besteht aus einem eingebundenen Heft, dessen Seiten vorher fortlaufend beziffert wurden. Es wird in der Geschäftsstelle des zugelassenen Verbandes aufbewahrt.

Das Register ist allen Beamten, die mit der Anwendung des Jagdgesetzes und dessen Durchführungsbestimmungen betraut sind, auf Ersuchen vorzulegen.

Alljährlich stellt das Sekretariat des zugelassenen Verbandes im Laufe des Monats August der zuständigen Behörde eine Abschrift des Registers zu.

KAPITEL V

Die zeitlich begrenzte Erlaubnis für Auswärtige

Art. 14. Die zuständige Behörde kann Personen die nicht in der Wallonischen Region wohnen, eine zeitliche begrenzte Erlaubnis zum Transport oder zur Haltung von Greifvögeln zu Beiz- oder Zuchtzwecken erteilen, vorausgesetzt dass ihr Antrag von einem in der Wallonischen Region zugelassenen Verband eingereicht wird.

Die Gültigkeitsdauer dieser zeitlich begrenzten Erlaubnis darf drei Monate nicht überschreiten: Sie ist jedoch erneuerbar.

KAPITEL VI. — Schlussbestimmungen

Art. 15. Dieser Erlass tritt sechzig Tage nach seiner Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft.

Brüssel, den 25. März 1985.

Gelet op de hoogdringendheid,
Besluit :

Artikel 1. In dit besluit dient te worden verstaan onder :

- « de Minister » : de Minister van het Waalse Gewest die de vogelvangst onder zijn bevoegdheid heeft;
- « de roofjacht » : de kunst om, met behulp van een roofvogel die hiervoor werd opgeleid, een als wild geklasseerd dier gevangen te nemen in zijn natuurlijke omgeving.
- « het fokken » : het fokken in kleine hoeveelheden en onder strikt gecontroleerde voorwaarden van roofvogels bestemd voor de roofjacht.
- « de bevoegde Dienst » : de Dienst der Wouden, van de Jacht en Visvangst.

HOOFDSTUK I. — Algemene beginselen

Art. 2. Met het oog op de roofjacht en het fokken, kan de bevoegde Dienst de toelating verlenen tot het houden, het vervoer alsook de vangst door uitcorsten en in kleine hoeveelheden van roofvogels die traditioneel gebruikt worden voor de roofjacht.

Art. 3. § 1. De roofvogels bestemd voor de roofjacht en voor het fokken, mogen slechts gevangen gehouden worden, indien ze een ring dragen die hen identificeert en die na plaatsing niet kan worden geopend zonder onherbruikbaar gemaakt te worden. Slechts de door de Minister erkende verenigingen mogen tot het, in de artikelen 12 en 13 van dit besluit voorziene ringen, overgaan.

§ 2. Om erkend te worden, dienen de valkeniersverenigingen aan de volgende voorwaarden te voldoen :

- een rechtspersoonlijkheid bezitten;
- de roofjacht als statutair hoofdonderwerp hebben;
- ten minste 10 personen groeperen die in het Waalse Gewest wonen en die in aanmerking komen voor het uitoefenen van de roofjacht;
- een werkelijke activiteit ontwikkelen in het Waalse Gewest.

HOOFDSTUK II. — De vergunning

Art. 4. Mogen slechts roofvogels bestemd voor de roofjacht gevangen houden, de personen die houder zijn van een vergunning voor de roofjacht.

De vergunning, die geldig is voor een periode van 5 jaar en die kan worden hernieuwd, wordt afgeleverd door de bevoegde Dienst op een door een erkende vereniging ingediende aanvraag.

Deze vergunning bestaat uit een document, dat genummerd, gedateerd en voorzien is van de handtekening van twee ambtenaren van rang 1, die deel uitmaken van de bevoegde Dienst.

Art. 5. De kandidaten voor de vergunning moeten voldoen aan de volgende voorwaarden :

- lid zijn van een erkende vereniging;
- sinds minder dan 5 jaar geen veroordeling hebben voor stroperij of voor jachtmisdrijf;
- in België wonen;
- de volle leeftijd van 18 jaar bereikt hebben bij het indienen van de aanvraag;
- het schriftelijk bewijs hebben geleverd van het houden in het Waalse Gewest, van het recht op roofjacht in een gebied van één enkele landverbruiker van minstens 25 ha ten noorden en ten westen van de streek tussen Samber en Maas en minstens 50 ha ten zuiden van die streek. De toepassing van die bepaling zal plaatsvinden in het raam van die, welke voorzien in § 1 van artikel 2bis van de Jachtwet van 28 februari 1882;
- houder zijn van een getuigschrift geslaagd te zijn voor het examen waarvan de voorwaarden in het volgende hoofdstuk worden bepaald.

Art. 6. Iedere veroordeling voor stroperij of jachtmisdrijf brengt van rechtswege de intrekking van de vergunning met zich mee.

De vogel, die eventueel door de overtreder wordt gevangen gehouden, moet worden overhandigd aan de voorzitter van de erkende vereniging die hem zal toevertrouwen aan een ander lid, die in het bezit is van een vergunning.

HOOFDSTUK III. — Het examen

Art. 7. Het examen wordt ingericht, naargelang de noodzaak en maximum a rato van één zitting per jaar, door de erkende verenigingen onder toezicht van de bevoegde Dienst en op de door hem vastgestelde datum.

Art. 8. Het examen bestaat uit een schriftelijke proef, die in totaal uit 30 vragen bestaat, met verschillende antwoorden, waarvan slechts één het juiste is en met betrekking tot de volgende materies a rato van 10 vragen per tak :

- tak I : Biologie van de roofvogels;
- tak II : Biologie van de als klein wild geklasseerde dieren;
- tak III : Wetgeving met betrekking tot de materies uit tak I en II.

§ 2. Met uitzondering van ieder ander orgaan, wordt de lijst van de dertig vragen betreffende de in de voorgaande paragraaf opgesomde materies, uitsluitend opgesteld en bijgehouden door de bevoegde Dienst; hij verzamelt en houdt de examenschriften bij die hij de dag van het examen zal uitdelen.

§ 3. De bevoegde Dienst verbetert de examenschriften die anoniem blijven tot de bekendmaking.

Voor die verbetering is een goed antwoord gelijk aan plus één punt, een slecht antwoord aan min één punt, het ontbreken van antwoord wordt niet in rekening gebracht.

Art. 9. Na de verbetering en vóór de bekendmaking worden de examenschriften onderworpen aan een examencommissie die kan beraadslagen over de betwiste gevallen.

Die commissie bestaat uit 5 leden, die door ons worden aangeduid voor een periode van 5 jaar. Ze bestaat uit twee ambtenaren van de bevoegde Dienst, twee vertegenwoordigers van de erkende verenigingen en een vertegenwoordiger uit de wetenschappelijke middens.

De functies van voorzitter en secretaris van die commissie worden van rechtswege uitgeoefend door de ambtenaren van de bevoegde Dienst.

5

Art. 10 § 1. Het getuigschrift geslaagd te zijn voor het examen is genummerd, gedateerd en getekend door twee ambtenaren van rang 1, die deel uitmaken van de bevoegde Dienst.

§ 2. Het getuigschrift geslaagd te zijn voor het examen is niet meer geldig wanneer de titularis geen deel meer uitmaakt van een erkende vereniging.

Art. 11. De personen die in het Waalse Gewest wonen en die bij het inwerkingtreden van dit besluit, houder zullen zijn van een officiële toelating tot roofjacht worden vrijgesteld van het examen, voor zover zij deel uitmaken van een erkende vereniging.

HOOFDSTUK IV. — De bevoorrading

Art. 12. Onder voorbehoud van de hierna vermelde bepalingen, mogen de roofvogels bestemd voor de uitoefening van de roofjacht afkomstig zijn :

- van de voortplanting in gevangenschap;
- van de invoer;
- van de vangst door uitcorsten.

a) Voortplanting in gevangenschap :

Het fokken mag slechts uitgeoefend worden door fokkers, leden van de erkende verenigingen en erkend doof de bevoegde Dienst voor een periode van 5 jaar, die eventueel hernieuwd kan worden.

Om erkend te worden, moeten de kandidaat-fokkers het bewijs leveren van hun technische kennis, alsook van het bestaan van inrichtingen die voldoen aan de voorwaarden.

De jongen, voortspruitend uit de voortplanting in gevangenschap, zullen een onverwijderbare ring dragen die hen zal individualiseren, en dit ten laatste de dertiende dag na hun geboorte. Ze zullen, in geen enkel geval, mogen worden vrijgelaten.

De bevoegde Dienst kan de getuigschriften afleveren, die bewijzen dat de jongen daadwerkelijk voortspruiten uit de voortplanting in gevangenschap.

De fokker moet, binnen de acht dagen, de bevoegde Dienst op de hoogte brengen van de geboorte, de dood, het verlies of het afstaan van jongen geboren in zijn fokkerij.

De fokker moet op, te allen tijde, toegang verlenen aan de bevoegde Dienst voor het nazicht van de fokkerijinrichtingen en hem de controle vergemakkelijken.

b) Invoer :

De houder van een vergunning voor roofjacht mag ingevoerde roofvogels gebruiken op voorwaarde dat de vogels beantwoorden aan de door het koninklijk besluit van 20 december 1983 houdende toepassing van de overeenkomst inzake de internationale handel in bedreigde, in het wild levende dieren- en plantensoorten bepaalde voorwaarden.

Iedere invoer wordt binnen de acht dagen bekendgemaakt aan de bevoegde Dienst door vermelding van het nummer van de ring, de herkomst van de vogel alsook de identiteit van de verwerver.

c) Gevangenneming door uitcorsten :

De bevoegde Dienst kan aan de erkende groeperingen de toelating verlenen tot gevangenneming door het uitcorsten van haviken (*Accipiter gentilis*) of van sperwers (*Accipiter nisus*), met uitzondering van elke andere soort.

De aanvraag tot toelating van het uitcorsten moet het volgende vermelden :

- het aantal soorten;
- de sector waar de gevangenneming zal plaatsvinden;
- de identiteit van de personen voor wie de vogels zijn bestemd.

Jaarlijks mogen er slechts maximum vijf vogels van elk van de hierboven vermelde soorten gevangen genomen worden voor het geheel van het Waalse Gewest. Bovendien mag het uitcorsten slechts toegepast worden a rato van een jong per horst, voor zover er in die horst minstens twee jongen zijn.

In de eigendommen, die niet onderworpen zijn aan de bosregeling, mag het uitcorsten slechts plaatsvinden mits een voorafgaande en schriftelijke toelating van de eigenaar of van zijn rechthebbende. In elk geval moet het uitcorsten plaatsvinden in aanwezigheid van de bevoegde ingenieur van Waters en Bossen of van zijn afgevaardigde.

De gevangengenomen vogels worden, bij het leeghalen van het nest, voorzien van een ring die hen individualiseert en die na plaatsing niet meer kan worden geopend zonder onherbruikbaar te worden.

De ingenieur van Waters en Bossen, of zijn afgevaardigde, maakt een proces-verbaal op van de gevangenneming en van het ringen.

Art. 13. De erkende verenigingen zijn in 't bezit van ringen en moeten een register bijhouden dat het volgende bevat :

- de wetenschappelijke en Franse naam van de vogel;
- het geslacht;
- het nummer van de ring;

- de wijze van verwerving en de herkomst;
- de naam en het adres van de gewone houder;
- de naam van de opeenvolgende verkrijgers en de datum van de overdracht;
- de datum van het verlies, de dood of de ombekwaamheid tot vliegen van de vogel.

Dit register is een gebonden schrift waarvan de bladzijden voorafgaandelijk werden genummerd en dat wordt bijgehouden door het secretariaat van de erkende vereniging.

Dit register zal op elke aanvraag van een ambtenaar, die belast is met de toepassing van de jachtwet of van zijn toepassingsbesluiten, moeten worden voorgelegd.

Een afschrift van dit register zal elk jaar, in de loop van de maand augustus, door het secretariaat van de erkende vereniging aan de bevoegde Dienst worden toegestuurd.

HOOFDSTUK V. — De tijdelijke vergunningen voor vreemdelingen

Art. 14. De bevoegde Dienst zal tijdelijke vergunningen kunnen verlenen voor het vervoer, het houden van roofvogels bestemd voor de roofjacht of voor de fokkerij aan personen die niet in het Waalse Gewest wonen, voor zover hun aanvraag wordt ingediend door een, door het Waalse Gewest, erkende vereniging.

De geldigheid van die tijdelijke vergunningen zal de drie maanden niet overschrijden. Ze kunnen echter worden hernieuwd.

HOOFDSTUK VI. — Slotbepalingen

Art. 15. Dit besluit treedt in werking zestig dagen na zijn bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad*.

Brussel, 25 maart 1985.

De Minister van de Nieuwe Technologieën en van de K.M.O.'s, de Ruimtelijke Ordening en het Bos,

M. WATHELET

AUTRES ARRÊTÉS

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

Police judiciaire

Par arrêté royal du 27 mars 1985, M. J. Vandebroucke, officier judiciaire près le parquet du tribunal de première instance à Courtrai, est nommé officier-commissaire aux délégations judiciaires près ce parquet à la date du 1^{er} avril 1985.

MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES, DU COMMERCE EXTÉRIEUR ET DE LA COOPÉRATION AU DÉVELOPPEMENT

Consulats étrangers en Belgique

Le 1^{er} mars 1985, M. Zygmunt Rosiak a reçu l'exequatur nécessaire pour exercer les fonctions de Consul de carrière de Pologne à Anvers, avec une circonscription consulaire s'étendant sur la province d'Anvers et les ports de Gand et d'Ostende, en remplacement de M. Kazimierz Misiejuk, dont les fonctions ont pris fin.

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR ET DE LA FONCTION PUBLIQUE

Flobecq. — Impositions. — Approbation

Un arrêté royal du 15 octobre 1984, pris sur base de l'article 76, 5^o, de la loi communale, approuve la délibération du 12 décembre 1983 par laquelle le conseil communal de Flobecq décide de percevoir, pour l'exercice 1984, une taxe directe sur les établissements bancaires, financiers, de crédit et d'épargne, accessibles au public et installés sur le territoire de la commune.

Un arrêté royal du 15 octobre 1984, pris sur base de l'article 76, 5^o, de la loi communale, approuve la délibération du 12 décembre 1983 par laquelle le conseil communal de Flobecq établit, pour l'exercice 1984, une taxe annuelle directe de répartition d'un montant global de 80 000 francs à charge des entreprises d'exploitation des sablières sur le territoire de la commune.

Mouscron. — Impositions. — Approbation

Un arrêté royal du 15 octobre 1984, pris sur base de l'article 76, 5^o, de la loi communale, approuve les délibérations du 26 février 1984 par lesquelles le conseil communal de Mouscron décide de modifier, à partir du 1^{er} janvier 1984, les règlements relatifs aux taxes sur :

- l'acquisition de l'assiette des voies publiques;
- le revêtement des voies publiques;

ANDERE BESLUITEN

MINISTÈRE VAN JUSTITIE

Gerechtelijke Politie

Bij koninklijk besluit van 27 maart 1985 is de heer J. Vandebroucke, gerechtelijk officier bij het parket bij de rechtbank van eerste aanleg te Kortrijk, met ingang van 1 april 1985 benoemd tot officier-commissaris voor gerechtelijke opdrachten bij dit parket.

MINISTÈRE VAN BUITENLANDSE ZAKEN, BUITENLANDSE HANDEL EN ONTWIKKELINGSSAMENWERKING

Vreemde consulaten in België

Op 1 maart 1985 heeft de heer Zygmunt Rosiak het nodige exequatur ontvangen om het ambt van Beroepsconsul van Polen te Antwerpen uit te oefenen, met als consulaire ressort de provincie Antwerpen en de havens van Gent en Oostende, ter vervanging van de heer Kazimierz Misiejuk, wiens ambt een einde genomen heeft.

MINISTÈRE VAN BINNENLANDSE ZAKEN EN OPENBAAR AMBT

Vloesberg. — Belastingen. — Goedkeuring

Bij koninklijk besluit d.d. 15 oktober 1984, genomen op grond van artikel 76, 5^o, van de gemeentewet, is goedgekeurd de beslissing van de gemeenteraad van Vloesberg d.d. 12 december 1983, houdende heffing, voor het dienstjaar 1984, van een directe belasting op de voor het publiek toegankelijke en op het grondgebied van de gemeente gevestigde bank, financiële, krediet- en spaarinstellingen.

Bij koninklijk besluit d.d. 15 oktober 1984, genomen op grond van artikel 76, 5^o, van de gemeentewet, is goedgekeurd de beslissing van de gemeenteraad van Vloesberg d.d. 12 december 1983, houdende heffing, voor het dienstjaar 1984, van een jaarlijkse directe omslagbelasting voor een totaal bedrag van 80 000 frank ten laste van de zich op het grondgebied van de gemeente bevindende ondernemingen voor de exploitatie van zandgroeven.

Moeskroen. — Belastingen. — Goedkeuring

Bij koninklijk besluit d.d. 15 oktober 1984, genomen op grond van artikel 76, 5^o, van de gemeentewet, zijn goedgekeurd de beslissingen van de gemeenteraad van Moeskroen d.d. 26 februari 1984, houdende wijziging, met ingang van 1 januari 1984, van de verordeningen inzake de belastingen op :

- de verwerving van de aardebaan van de openbare wegen;
- de verharding van de openbare wegen;